

Communication

**« Unis dans la diversité » au travers des compétitions sportives européennes ?
Sociohistoire des premiers usages européens du sport (1966-1985)**

William Gasparini Sociologue, professeur à l'université de Strasbourg, chaire Jean Monnet, laboratoire « Sport et sciences sociales » (UR 1342), membre du Centre d'Excellence franco-allemand Jean Monnet

C'est à partir du milieu des années 1960 que la Commission des Communautés européennes évoque pour la première fois le sport comme outil pour fabriquer une adhésion au projet européen. Ce premier usage européen du sport s'inscrit dans la nouvelle politique symbolique de la communauté européenne (CEE) visant à toucher les peuples d'Europe par une nouvelle stratégie de communication institutionnelle censée fabriquer des euro-citoyens « ordinaires ».

A partir de l'analyse des notes rédigées par le Service de Presse et d'Information de la Commission des communautés européennes (1966-1985) et d'un ensemble de documents institutionnels tant des communautés européennes que du Conseil de l'Europe, la communication propose de saisir les ressorts socio-politiques de cette tentative de « faire Europe » par les compétitions sportives. A partir du début des années 1960, les institutions européennes utilisent le sport comme un vecteur de communication dans le cadre d'un processus d'euro-péanisation informelle : pensé comme un instrument de promotion de réalisations européennes concrètes, le sport doit montrer l'image positive de la Communauté européenne. Pour comprendre comment émerge cette idée, il convient d'abord de la replacer dans un contexte d'interdépendances entre la sphère de la politique et celle du sport. Le recours au sport dans la construction européenne est ainsi autant le produit de transformations internes à la Communauté qu'externes (par exemple, la médiatisation du sport européen à partir des années 1970, les enjeux géopolitiques du sport). C'est dans ce contexte que des entrepreneurs d'Europe se mobilisent pour populariser le projet européen à travers un sport présenté comme dépolitisé et gommant les frontières intérieures de l'Europe. Ce projet « d'unir les européens dans la diversité » ne peut se comprendre qu'à la lumière de la dynamique d'institutionnalisation de la Communauté européenne qui a vu l'émergence de nouvelles générations de professionnels de l'Europe, tant au sein des élites bureaucratiques de la Commission que parmi les nombreux lobbyistes et experts qui opèrent à Bruxelles et dans les ramifications des institutions européennes chargées de « vendre » l'Europe aux peuples des pays membres. Notre étude s'appuiera plus particulièrement sur l'analyse de deux lieux de production de catégories européennes : d'une part le Service de Presse et d'Information devenu ensuite la Direction Générale X de la Commission (qui sera en charge du sport dans sa politique d'information et de communication en direction du grand public) et, d'autre part, le Comité Adonnino pour « l'Europe des citoyens ».

A partir d'une sociohistoire attentive aux acteurs, nous proposons de mettre à jour un aspect qui a été jusqu'ici laissé dans l'ombre dans l'étude du sport européen: les projets avortés ou les « échecs doxiques » de la construction européenne. Si l'on prend le temps d'ouvrir les archives des institutions communautaires, on mesure l'antériorité d'une démarche de co-production de la « construction européenne » ou de la « citoyenneté européenne », notamment dans les domaines d'activité comme le sport qui ne relèvent pas de la compétence de la CEE ou de l'UE. L'exemple du sport montre ainsi comment l'influence communautaire s'étend progressivement selon des modes discrets et « apolitiques » à partir du travail d'agents tant internes qu'externes aux institutions européennes.